

Stephen W. Sawyer, *Adolphe Thiers. La contingence et le pouvoir*, Paris, Armand Colin, 2018, 268 p.

Nadine Vivier



Est-il un homme politique plus controversé qu'Adolphe Thiers (1797-1877) ? Sa très longue présence sur la scène politique des années 1820 à 1873 et même 1877, dans un contexte politique très mouvementé, a donné lieu à des attaques de ses multiples opposants. Et pourtant il eut droit à des funérailles nationales très suivies, beaucoup de villes consacrèrent une rue au fondateur de la Troisième République, avant que le XX^e siècle ne l'oublie ou même l'efface. Les historiens aussi l'ont délaissé et la biographie que Pierre Guiral lui a consacrée en 1986, travail impartial, n'y a rien fait, le discrédit de Thiers persiste. Dans les années 1980, au temps où l'on redécouvrait les libéraux du début du XIX^e siècle, ses homologues Tocqueville, Cousin, Guizot, il n'apparaissait qu'à l'arrière-plan ; il conserve

l'image d'un homme suranné. Comment comprendre cela ?

L'ouvrage que lui consacre Stephen W. Sawyer se détache du genre biographique, il s'attache seulement, si l'on peut dire car le propos est ambitieux, à une histoire de *la* et *du* politique. Il constate une interpénétration constante des idées de Thiers (pouvoir de la loi, l'État et la nation) et de sa pratique (manœuvres du pouvoir). Thiers a exprimé dans ses actions les contenus de ses écrits. C'est pourquoi son abondante œuvre d'historien et ses discours parlementaires sont la base documentaire de l'ouvrage. Les idées affichées par Thiers n'ont pu être appliquées qu'en tenant compte du contexte politique fort instable. C'est la contingence, élément essentiel à la compréhension de son attitude, qui est le fil directeur affiché par l'auteur dès le titre, ce qui le conduit à suivre globalement un plan chronologique.

Caricaturé par Balzac sous les traits de Rastignac, Thiers sous la Restauration « incarne un certain XIX^e siècle qui émerge alors : Paris, ses institutions, ses journaux, sa pensée et ses opportunités qui lui permettent de se transformer en un homme de pouvoir » (p. 43). Il cherche dès ce moment, à construire son « moi », l'image qu'il veut donner de lui-même. Durant toute sa vie, il rappelle sa jeunesse pauvre consacrée à l'étude, l'énergie et la volonté qu'il lui a fallu pour réussir, ce que la méritocratie instaurée par la Révolution a rendu possible. La construction de son « moi » est indissociable de son œuvre d'historien.

Il réinvente les pratiques de l'historien dans son rapport à la politique moderne. Il conçoit son *Histoire de la Révolution* publiée de 1823 à 1827, comme une analyse apaisée tout autant que comme une réflexion sur son histoire personnelle, sur celle de

sa génération. Il procède au récit des faits, respecte les sources, ne vante ni ne condamne aucun événement, méthode qui sera consacrée par le courant positiviste. Il part de la validité des principes et insiste sur la légalité de certains gestes révolutionnaires (y compris la terreur) qui ne peut être déterminée que dans le cadre de la nécessité imposée par le contexte, ce qui est forcément subjectif. Il assume tout l'héritage de la Révolution, de ses bases qui ont posé les fondements politiques du siècle. Et justement, Thiers a une pratique du pouvoir qu'il estime issue de la Révolution. Ceci est d'autant plus important que l'*Histoire de la Révolution* est très lue, rééditée treize fois avant 1848.

Le régime politique n'est pas le seul objet de débat au XIX^e siècle, l'économie politique mobilise tout autant les penseurs. Thiers a des idées précises mais refuse d'élaborer une théorie. Il écarte l'utopie d'un marché régulateur mais ne veut pas rejeter le libéralisme pour autant. Pour lui c'est le travail d'un individu libre d'entreprendre qui engendre la richesse. L'État doit intervenir pour aider à la construction d'un nouvel édifice étatique et économique : remédier aux crises, réaliser des investissements pour élever les forces productrices de la nation » (p. 79). La dette publique, modérée, en est un bon instrument. On voit bien la communauté de pensée et quelques différences avec les théoriciens libéraux. Ceci évoque les actions du comte Duchâtel, ministre de l'Intérieur de 1840 à 1848, mais ce n'est pas ici le propos ; Duchâtel, bien oublié, mériterait une biographie ! Contrairement à lui, Thiers préfère le protectionnisme, estimant que le blocus continental de Napoléon était une bonne idée qui échoua par le non-soutien des peuples européens, idée qu'il développe dans son *Histoire du Consulat et de l'Empire*, écrite lorsqu'il est retiré du pouvoir de 1843 à 1862.

Stephen Sawyer s'attache ensuite à comprendre la conception de Thiers dans son « art de l'opposition », à travers ses nombreux discours. Il dégage trois règles d'action de Thiers : parler vrai, inspirer la confiance car elle est nécessaire au gouvernement représentatif pour mener une politique d'action, enfin surveiller pour contrôler l'État. La surveillance n'a pas pour seul but de contrôler le pouvoir étatique, elle peut aussi trouver des moyens nouveaux pour le rendre plus efficace ; celui-ci doit être fort, et obéi grâce à sa coopération avec la société civile.

On sait combien Thiers était européen voyageant partout en Europe occidentale. Dans ses ouvrages, il analyse les rapports entre la France et l'Europe : il voudrait un équilibre européen fondé sur des principes libéraux. Il est hostile aux unités italienne et allemande car il regrette que des nations puissent s'emparer du territoire de leur voisin au nom de l'unité, principe qui n'a pas de fondement à ses yeux ; tout particulièrement, il réfute l'idée d'une homogénéité raciale ou linguistique qui a disparu en Europe depuis des siècles. Il craint le heurt de ces grands États, source de guerres ; pour lui le maintien de nombreux États est préférable. C'est pourquoi il s'oppose à l'unité allemande puis à la guerre en 1870, et après la défaite, il souhaite le rétablissement d'un équilibre européen.

C'est en 1871-1873 que Thiers joue un rôle fondamental. Il est celui qui a réprimé la Commune de Paris. Quelle est sa responsabilité ? Enquête parlementaire qui disculpe Thiers, recherches des historiens qui tendent à l'accuser : le débat, aux yeux de Stephen Sawyer, aboutit toujours au questionnement sans fin sur ce qui est légitime ou non dans une République démocratique. Le verdict ne peut être que politique.

L'auteur en fait une belle démonstration : l'attitude de Thiers face à la Commune doit être remise dans son contexte très agité pour être valablement analysée. « La répression de la Commune s'inscrit dans une période de débat sur la légitimité du pouvoir. Celui de la République n'est pas encore légitime, la monarchie "légitimiste" et l'extrême gauche cherchent à s'installer, l'un et l'autre refusent le pluralisme politique. » Thiers est resté fidèle à ses analyses sur la Révolution : la violence de l'État est nécessaire pour maintenir l'ordre et préserver l'unité et la gloire nationales ; toutefois cette violence doit toujours respecter le droit.

Nommé chef de l'exécutif puis premier président de la Troisième République, Thiers invente la fonction de l'exécutif en l'absence de constitution, il le fait toujours en discutant avec le Parlement. Et il limite le pouvoir de l'exécutif alors que depuis le début du siècle, celui-ci a constamment été entre les mains d'un seul. Il doit, dans l'urgence, repenser une armée et réformer la fiscalité pour payer le tribut de guerre et libérer le territoire. Certes le système mis en place par Thiers favorise les rentiers, la bourgeoisie et les petits propriétaires fonciers (ce qui constitue une forte part de la population). « Mais il ne faut pas minimiser la façon dont l'État libéral s'est imposé sous la présidence de Thiers. » Il est l'homme qui a aidé la France à se rétablir après la défaite face à la Prusse, ce qui explique son immense popularité en 1877 car il a su répondre aux aspirations d'une majorité de citoyens. Mais rapidement l'extrême gauche lui a reproché l'écrasement de la Commune, la droite le traité de Francfort, les monarchistes de ne pas les avoir soutenus...

Le grand intérêt de cet ouvrage est de faire réfléchir le lecteur. Se demander si Thiers était un grand homme d'État a-t-il un sens ? Peut-on porter un jugement sur Thiers ? Même les historiens ont tendance à dériver et apprécier en fonction des idées actuelles ou à partir de leur sujet étudié. L'étude de Stephen Sawyer sort Thiers de son contexte familial et des rivalités politiques afin de mettre en lumière la cohérence de ses actions avec ses écrits. C'est là le grand apport de l'ouvrage car les écrits de Thiers historien sont bien oubliés. Thiers a affirmé ses principes auxquels il est resté fidèle : il a endossé l'héritage de la Révolution, dans sa totalité : respect des lois, des libertés, de l'ordre régalién. C'est le fil directeur de son action, qui s'adapte à la situation. Si elle est isolée de son contexte, de la contingence, elle devient incompréhensible et on peut alors accuser Thiers de tout : « Il n'y a pas de Thiers en dehors de ses actes, de la façon de faire, de son pragmatisme même. » (p. 234)

Caricaturé par Gill comme ayant la clé de la situation, Thiers est effectivement un opportuniste qui a su s'adapter à l'instabilité politique. Ce n'est pas un théoricien qui vise un projet politique à long terme. Son ambition le pousse à conquérir et à garder le pouvoir, toujours dans des limites légales. « Thiers témoigne d'une façon de pratiquer la politique – et c'est peut-être en cela qu'il reste toujours notre contemporain. » (p. 236)